

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 22 janvier 2026

La FMI maintient sa prévision de croissance pour 2026 à 1,5 %.

Dans sa mise à jour des perspectives économiques pour les économies du G20, le FMI prévoit que l'économie mexicaine progressera en 2026 à un rythme plus de deux fois supérieur à celui estimé pour 2025 (0,6 %). L'estimation de 1,5 % apparaît légèrement plus optimiste que les prévisions de la Banque mondiale et du consensus de marché qui s'accordent sur un taux de 1,3 %.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,5 %

Prévision du taux de
croissance du Mexique en
2026 par le FMI

La nouvelle révision à la baisse pour 2025 (à 0,6 % contre 1 % prévu en octobre dernier) s'expliquerait par l'impact du resserrement de la politique budgétaire, le niveau de restriction monétaire ainsi que « *les vents contraires liés aux tensions commerciales* ». L'estimation du FMI pour 2025 est légèrement supérieure à l'estimation préliminaire de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI) qui fait état d'une progression de l'économie de 0,5 % sur l'année.

Pour 2027, le FMI anticipe une croissance de l'économie mexicaine de 2,1 % qui, si elle se confirme, serait la plus élevée depuis trois ans et se situerait au-dessus de la croissance historique moyenne enregistrée par l'économie au début du siècle (1,8 % entre 2000 et 2019).

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Mexique participe actuellement au Forum économique mondial de Davos 2026 avec une délégation de haut niveau conduite par la ministre de l'Environnement, Alicia Bárcena. Autour d'elle, un groupe de dirigeants d'entreprises mené par Altagracia Gómez illustre la volonté des autorités de placer la politique industrielle au cœur du message porté à l'international. Alicia Bárcena intervient dans plusieurs sessions consacrées à la résilience climatique, à la décarbonation industrielle comme moteur de croissance, ainsi qu'aux opportunités liées à l'économie des océans et à la lutte contre la pollution plastique. En parallèle, Altagracia Gómez, coordinatrice du Conseil consultatif pour le développement économique et régional et la relocalisation (CADERR), présente les grandes orientations du *Plan México*, qui vise à stimuler l'investissement productif, notamment dans les infrastructures, tout en renforçant la participation du secteur privé. La présence de représentants des secteurs financier et technologique souligne en outre l'accent mis sur l'innovation, la simplification des procédures et l'intégration du pays dans les chaînes de valeur mondiales. Dans un contexte international marqué par des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques élevées, la participation mexicaine à Davos vise à maintenir un dialogue étroit avec les partenaires et investisseurs internationaux, à renforcer la crédibilité du cadre économique mexicain et à promouvoir un modèle de croissance combinant attractivité industrielle, transition environnementale et prospérité inclusive.

Le *nearshoring* au Mexique traverse une nouvelle étape marquée par le rôle croissant de l'industrie technologique, qui a reconfiguré les flux d'investissement et le commerce extérieur avec les États-Unis. Les avantages tarifaires offerts par le traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) et la demande accrue des États-Unis en équipements, centres de données et services numériques ont renforcé la position du Mexique dans les chaînes d'approvisionnement technologiques. Les équipements informatiques et les appareils mécaniques se sont positionnés parmi les principaux biens d'exportation mexicains vers le marché américain, doublant leur part pour représenter plus de 25 % du total des exportations mexicaines vers les États-Unis. Selon le Conseil mexicain du commerce extérieur, de l'investissement et de la technologie (COMCE), cette évolution reflète l'essor du *nearshoring* et la croissance de la fabrication électronique au Mexique, face au déclin de l'industrie automobile, qui est confrontée à un environnement commercial plus restrictif et à une perte d'importance dans le commerce extérieur. Les investissements directs étrangers

(IDE) liés au *nearshoring* montrent également une orientation claire vers l'industrie technologique, avec des projets dans les services *cloud*, les centres de données et les pôles d'ingénierie logicielle.

En 2025, l'industrie mexicaine des fonds d'investissement a enregistré une forte expansion, marquée par une hausse de près de 39 % du nombre de clients et une progression de 15,5 % des actifs sous gestion. Selon les données de l'Association mexicaine des institutions boursières (AMIB), les encours nets ont atteint environ 281 Mds USD en décembre 2025, tandis que le nombre de clients s'est élevé à un peu plus de 16,1 millions, soit une augmentation de près de 4,5 millions de nouveaux investisseurs en un an. Cette dynamique reflète un élargissement rapide de la base d'épargnants et une intégration accrue des ménages aux circuits financiers formels. La structure des encours demeure toutefois largement orientée vers les instruments de dette, qui concentrent environ 74 % des actifs, contre 26 % pour les fonds actions. Cette répartition traduit une préférence marquée pour des placements à volatilité plus limitée, en particulier parmi les nouveaux entrants, tandis que les fonds d'actions jouent un rôle davantage complémentaire dans une logique de diversification et de rendement à long terme. La croissance a été progressive et régulière sur l'année, suggérant des flux nets récurrents plutôt qu'un phénomène ponctuel.

Sectoriel

General Motors a annoncé un investissement de 1 Md USD au Mexique, principalement destiné à renforcer ses opérations locales de fabrication au cours des deux prochaines années. L'annonce de ce projet s'inscrit dans le contexte d'une clôture annuelle solide pour le constructeur automobile en 2025. Il a commercialisé 198 153 véhicules sur le marché mexicain, consolidant sa deuxième place au sein de l'industrie automobile avec une part de marché de 12,2 %. En décembre, les ventes ont progressé de 11,2 % g.a. portées par la bonne performance de Chevrolet et du segment premium. L'opération stratégique de 1,1 Md USD permettrait de renforcer la présence du groupe dans des segments clés, tout en stimulant l'innovation. Il contribuerait également à consolider la chaîne d'approvisionnement locale, en ligne avec les efforts du gouvernement mexicain visant à renforcer le marché intérieur. Pour l'entreprise, le Mexique reste un pilier fondamental de sa stratégie de croissance à l'horizon 2026 et à moyen terme, dans un contexte d'ajustements majeurs pour l'industrie automobile.

Après sept ans de litiges, Heineken Mexique a obtenu une victoire judiciaire contre Grupo Modelo, filiale d'Anheuser-Busch InBev, qui l'accusait d'avoir imité le design de sa bière Michelob Ultra avec la marque Amstel Ultra. L'autorité judiciaire a conclu qu'il n'y avait ni concurrence déloyale ni risque de confusion entre les marques, annulant la décision précédente et mettant fin au dossier. Le conflit remonte à 2018, lorsque Heineken a lancé la marque Amstel Ultra au Mexique. Au fil des années, les décisions judiciaires ont été contradictoires : en 2021, l'IMPI (Institut Mexicain de la propriété Industrielle) a sanctionné Heineken pour concurrence déloyale présumée, et en 2025 un jugement partiel a favorisé AB InBev. Selon Heineken, cette décision finale renforcerait la sécurité juridique en matière de protection des marques et de la propriété intellectuelle et consoliderait la confiance dans les institutions mexicaines. Heineken précise aussi que cette résolution confirme l'engagement du gouvernement mexicain en faveur d'une concurrence libre et équitable, au bénéfice des consommateurs. Cependant, malgré la décision favorable à Heineken, le conflit se poursuit, car Grupo Modelo a rappelé que l'affaire est toujours examinée par d'autres juridictions.

Finances publiques

Les recettes fiscales du Mexique ont augmenté de 4,8 % en 2025 par rapport à 2024, dépassant à la fois le niveau de l'an dernier et les prévisions budgétaires, sous l'effet du renforcement des actions de lutte contre l'évasion fiscale, selon les autorités. Les revenus publics ont ainsi franchi le seuil de 343 Mds USD, avec un surplus d'environ 5,4 Mds par rapport aux projections du ministère des Finances publiques (Hacienda), sans modification des taux d'imposition. Cette performance s'expliquerait notamment par la progression marquée des recettes liées au commerce extérieur, en hausse de 16 % g.a., qui représentent plus d'un quart des recettes fiscales nettes, traduisant un contrôle accru des opérations douanières. Dans le même temps, le gouvernement souligne l'existence persistante de marges d'amélioration du système fiscal, notamment en matière de lutte contre la facturation fictive, d'amélioration du contrôle des grandes entreprises et de réduction des anomalies déclaratives. Pour 2026, les autorités envisagent un renforcement ciblé des contrôles fiscaux, afin de consolider la progression des recettes, avec pour objectif de porter les recettes fiscales à un niveau supérieur de 4,6 % à celui atteint en 2025, dans un contexte de marges de manœuvre budgétaires limitées.

L'entreprise publique pétrolière Pemex devrait augmenter de 66 % ses ressources destinées à la production de pétrole brut par fragmentation hydraulique (*fracking*) en 2026 par rapport à 2025. L'entreprise investira un total de 228 Mds USD dans le programme Aceite Terciario del Golfo, contre 138 Mds USD l'année dernière. Le programme Aceite Terciario del Golfo (auparavant appelé Paléocanal de Chicontepec) est situé dans le nord du pays et couvre une superficie de 4 243 kilomètres carrés, comprenant 29 champs répartis en huit secteurs. Le projet a produit en moyenne 15 700 barils de pétrole brut par jour en 2024, contre 17 300 barils par jour en 2023, soit une baisse de 9,2 %. A la mi-2025, Pemex reconnaissait que la baisse « *de la production de gaz naturel est due principalement à la diminution de la pression dans certains gisements* ». Un rapport de l'ancienne Commission nationale des hydrocarbures indiquait en 2010 que le Paléocanal de Chicontepec constitue une vaste ressource géologique continue d'hydrocarbures, représentant l'une des plus grandes accumulations du continent américain. Toutefois, en raison de ses caractéristiques géologiques complexes, son exploitation peut s'avérer difficile et coûteuse. Dès cette époque, il était précisé qu'il était nécessaire de recourir à des méthodes non conventionnelles telles que la fracturation hydraulique. Il s'agit cependant d'une technique controversée, accusée de contaminer les nappes phréatiques et les eaux de surface. Malgré plusieurs initiatives présentées sous le gouvernement précédent pour interdire cette pratique, aucune n'a été adoptée, laissant la question dans un flou juridique. D'après les experts, ce projet devra répondre aux défis technico-géologiques et au besoin d'entreprises spécialisées et performantes dans le fracking.

Le groupe de Carlos Slim, Grupo Carso, a conclu ce lundi l'acquisition de 100 % de la zone contractuelle 4, où se situent les champs Ichalkil et Pokoch, devenant ainsi le plus grand opérateur pétrolier privé mexicain du pays. Cette acquisition permet à Grupo Carso de mettre la main sur l'une de zones les plus productives gérées par le secteur privé du pays avec une production de 11 451 barils de pétrole par jour selon le dernier rapport disponible. En termes de volume de production seules deux zones opérées par le secteur privé sont comparables : la zone contractuelle 2, où se situe le champ Hokchi et où le consortium argentin Hokchi Enery déclarait, il y a un an, une production de 19 134 barils par jour, et la zone contractuelle 1, dans laquelle l'entreprise italienne ENI produisait 33 896 barils par jour jusqu'en janvier 2025, date à laquelle le gouvernement a cessé de publier les statistiques d'extraction des opérateurs privés dans le pays. L'entreprise pétrolière publique Pemex reste de loin le premier exploitant pétrolier du pays avec une production de 1 357 110 barils par jour. En coordination avec le gouvernement mexicain, Grupo Carso a par ailleurs signé en septembre 2025 avec Pemex un contrat jusqu'à 1,99 Md USD pour le forage de jusqu'à 32 puits sur le champ terrestre Ixachi. Toujours avec Pemex, le groupe examine également la viabilité du projet gazier en eaux

profondes Lakach, qui renferme environ 900 Mds USD de pieds cubes de gaz et s'est imposé comme l'un des premiers projets de développement en eaux ultra-profondes au Mexique.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	22/01/2026
Bourse (IPC)	0,80%	34,12%	68 036,13 points
Change MXN/USD	-1,19%	-14,74%	17,49
Change MXN/EUR	0,05%	-3,68%	20,55
Prix du baril mexicain	-2,20%	-20,45%	56,79

Amérique centrale

Costa Rica

L'inflation accumule 47 mois consécutifs en dessous de la fourchette cible de la Banque centrale (3 % \pm 1), et ne devrait la réintégrer qu'au T3 2027. Le taux d'inflation costaricain a clôturé l'année en territoire négatif, enregistrant un taux interannuel de -1,23 % g.a. au mois de décembre. La faiblesse de l'inflation s'explique notamment par une transmission limitée des ajustements de taux directeurs opérés en 2025 vers les taux d'intérêt appliqués aux crédits. Entre janvier et décembre 2025, le taux directeur a été abaissé de 2,75 points de pourcentage (pp), pour atteindre 3,25 % à la fin de l'année, tandis que le taux d'intérêt passif des banques commerciales n'a diminué que de 1,46 pp.

L'agence de promotion du commerce extérieur du Costa Rica (PROCOMER) a indiqué qu'en 2025, le Costa Rica aurait attiré 55 nouveaux projets d'IDE, dont 30 en provenance des Etats-Unis. Sur ce total et pour la première fois dans le pays, 24 projets se sont implantés en dehors de la grande aire métropolitaine, dans des cantons tels que San Carlos, Pérez Zeledón, Golfito. Selon les dernières données publiées par la Banque centrale du Costa Rica (BCCR), le pays a enregistré 3,5 Mds de flux d'investissements directs étrangers (IDE) entre le T1 et le T3 2025, ce qui représente une croissance de 4,5 % par rapport à la même période de 2024. Les bénéfices réinvestis ont continué de constituer la majeure partie des flux d'IDE, atteignant 3,1 Mds USD, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré pour cette période. Par régime, les zones franches ont concentré 65 % des IDE reçus, suivies par les entreprises du régime définitif (14 %), le tourisme (8 %) et l'immobilier (8 %). L'industrie manufacturière continue d'être le moteur des IDE, ayant totalisé 2,9 Mds USD, soit plus de 80 % du total reçu entre le T1 et T3 2025. En ce qui concerne l'origine des flux, les États-Unis ont consolidé leur place de premier émetteur, représentant 54 % du total.

En 2025, les arrivées de touristes au Costa Rica par voie aérienne auraient progressé de 1 %, ce que la Chambre Nationale de Tourisme juge insuffisant au regard du dynamisme du tourisme international. La perte de vitesse du secteur s'expliquerait par plusieurs défis structurels, notamment (i) la valeur du taux de change, (ii) les insuffisances (voire déficience) des infrastructures et (iii) la dégradation de la perception de l'insécurité. Les flux touristiques en provenance des Etats-Unis auraient augmenté de 0,5 % alors que ceux en provenance d'Europe auraient chuté de 2,1 %. A l'inverse, les flux en provenance d'Amérique du Sud auraient enregistré une hausse de 14,5 %. La Chambre Nationale de Tourisme affirme la nécessité de repenser la stratégie nationale du secteur et se fixe pour objectif d'augmenter de 5 % par an les arrivées de touristes dans le pays.

El Salvador

La Banque mondiale a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour le Salvador pour 2025 et 2026, portées respectivement à 3,5 % et 3 %, contre 2,6 % et 2,5 % estimés en octobre. La croissance salvadorienne en 2025 serait ainsi supérieure à celle du Nicaragua, estimée à 3,1 %, et inférieure à celle du Costa Rica (4,1 %), du Guatemala (4,0 %) et du Honduras (3,8 %). Elle serait, en 2026, nettement supérieure à celle de la région Amérique latine et Caraïbe, estimée à 2,3 %. Pour 2025, la Banque centrale salvadorienne a pour sa part fait état de taux de croissance de 2,44 % au T1, 4,12 % au T2, et 5,1 % au T3.

Guatemala

Le gouvernement guatémaltèque et le Corps du génie de l'armée des États-Unis (USACE) ont signé le 15 janvier un accord en vue de la réalisation de projets d'infrastructures routières et portuaires, en particulier six projets routiers prioritaires sur l'ensemble du territoire et la recreation d'un corridor ferroviaire entre Puerto Quetzal (principal port commercial du pays, sur sa côte pacifique) et la ville d'Escuintla (à une centaine de kilomètres). Cet accord, qui prévoit un investissement de 110 M USD de l'Etat guatémaltèque, a été salué par le secteur privé, en particulier le CACIF, principale organisation patronale, qui le juge « *fondamental pour la prospérité future du pays* » et la Chambre d'Industrie de Guatemala (CIG), selon laquelle cette coopération avec l'USACE « *améliorera l'attractivité du pays, augmentera sa productivité et renforcera sa connectivité interne* ».

Selon l'Association nationale du Café (Anacafé), les exportations atteindront 4,1 millions de quintaux de café vert pour la saison 2025-2026 (1er octobre au 30 septembre), en hausse de près de 10 % par rapport à la période de 2024-2025 (3,73 M), et supérieures à celles de 2023-2024 (4,08 M) et de 2022-2023 (3,87 M). En dépit de leur volume moindre, les exportations ont, l'année dernière, atteint en valeur un montant record (1,3 Md USD) à la faveur de cours internationaux particulièrement élevés, avec une moyenne annuelle de 344,81 USD/quintal ; Anacafé prévoit pour 2025-2026 leur maintien à des niveaux soutenus, de l'ordre de 330 à 430 USD/quintal. La récolte 2024-2025 a été exportée à hauteur de 52 % vers l'Amérique du Nord (42 % aux États-Unis, 10 % au Canada), 26 % vers l'Europe (9 % en Belgique, 5 % en Italie, 3 % en Allemagne, 2 % en France), et 20 % vers l'Asie (11 % au Japon, 4 % en Corée du Nord, 2 % à Taiwan).

Honduras

Le président élu Nasry Asfura a déclaré depuis Washington, vouloir faire du Honduras « **le principal allié stratégique des Etats-Unis dans la zone Caraïbe** » et « *démanteler la machinerie opaque et complexe qui s'est mise en place sous le mandat de Xiomara Castro* ». M. Asfura, qui a notamment, lors de cette visite, rencontré le secrétaire au Commerce Howard Lutnick, le représentant pour le Commerce extérieur Jamieson Greer, le vice-président chargé des Investissements de l'US International Development Finance Corporation, et le président de la Banque mondiale, a fait état de son intention « *d'améliorer les finances du Honduras et son activité commerciale, en collaboration avec les Etats-Unis, qui représentent 60 % des exportations du pays* ». Le Conseil hondurien des Entreprises privées (Cohep), principale organisation patronale, a jugé que « *le renforcement des relations avec les États-Unis encouragé par le président élu Nasry Asfura* » serait « *essentiel pour l'investissement et la performance économique du pays, en particulier au cours des 100 premiers jours du mandat* ».

La Banque centrale du Honduras (BCH) a annoncé que le pays a reçu, en 2025, 12,21 Mds USD de remesas, soit 25,3 % de plus qu'en 2024, année au cours de laquelle leur montant s'est élevé à 9,74 Mds USD. Ces transferts, qui représentent plus de 25 % du PIB du pays, provenaient l'année dernière en quasi-totalité (pour 98,5 %) des Etats-Unis, où vivent selon les estimations 1,8 à 2 millions de Honduriens.

Nicaragua

La Banque centrale du Nicaragua (BCN) a publié pour 2025 un taux d'inflation de 2,70 %, inférieur à celui de 2,84 % enregistré en 2024, et en forte baisse par rapport aux niveaux de 2023 (5,60 %), 2022 (11,59 %) et 2021 (7,21 %). La BCN attribue cette inflation maîtrisée à « *une politique monétaire de stabilisation des taux de change qui prévient toute dépréciation de la monnaie* », « *une politique de subventions qui a stabilisé les prix des carburants et des transports publics* », et « *une faible inflation importée dans le cadre d'un ralentissement de l'inflation internationale* ». Elle prévoit pour 2026 « *un maintien de cette tendance à la baisse, dans un contexte de poursuite des politiques monétaires et budgétaires cohérentes et de perspectives positives pour la croissance économique et l'accroissement de l'offre de biens* ».

Panama

La dette publique du Panama atteindrait 59,3 Mds USD à la fin de l'année 2025, en hausse de 10,4 % sur un an, traduisant le maintien de besoins de financement élevés. L'augmentation récente serait en partie liée à de nouveaux emprunts contractés en fin d'année, qui auraient accru l'encours de dette de 0,7 % entre novembre et décembre. Dans le détail, l'État panaméen aurait mobilisé 483,5 M USD auprès de la banque japonaise SMBC ainsi qu'un prêt de 350 M USD de la Banque interaméricaine de développement (BID), complétés par l'émission de titres de dette publique pour 391,3 M USD. Cette dynamique reflète une stratégie de financement diversifiée, combinant recours aux marchés et financements multilatéraux, dans un contexte de contraintes budgétaires persistantes et de normalisation des conditions financières internationales.

Les ports panaméens auraient enregistré une activité record de plus de 9,91 millions d'équivalent vingt pieds (EVP) en 2025, soit une augmentation de 3,6 % par rapport à 2024. D'après l'Autorité Maritime du Panama (AMP), cette croissance reflète une expansion soutenue de l'activité portuaire au Panama, qui aurait progressé de près de 35 % en 7 ans. Cette expansion repose principalement sur les opérations de transbordement, qui représenteraient 8,84 millions d'EVP en 2025, illustrant la fonction de hub logistique et de redistribution du Panama en Amérique latine. Les terminaux les plus actifs demeurent SSA Marine MIT (2,86 millions d'EVP), Panama Ports Company – Balboa (2,67 millions d'EVP) et Panama Ports Company – Cristóbal (1,21 million d'EVP). La Chambre maritime du Panama attribue ces résultats à une coordination renforcée entre acteurs publics et privés, tout en soulignant que la pérennité de la croissance dépendra de progrès supplémentaires en matière d'efficacité opérationnelle, de digitalisation et de modernisation des processus. Elle rappelle également que les perspectives du secteur restent étroitement liées à l'évolution du contexte géopolitique international et régional.

En 2025, l'aéroport international de Tocumen aurait accueilli plus de 20,9 millions de passagers, consolidant sa position de principal hub aérien régional en Amérique centrale. Le niveau d'activité a atteint un pic en décembre, avec une moyenne de 61 400 passagers par jour, reflétant une intensification du trafic en fin d'année. Selon Tocumen S.A., cette performance s'appuie sur l'exploitation de 17 liaisons commerciales régulières et de 28 routes de fret, qui concentrent respectivement 89 % et 7 % du trafic total. Le segment cargo se distingue par une progression de 15 % sur un an, traduisant le renforcement du rôle logistique de la plateforme dans les chaînes de valeur régionales. Au total, l'aéroport a desservi 97 destinations, reliant les Caraïbes, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale

et l'Europe. Ces résultats reflètent une combinaison de facteurs structurels, notamment l'augmentation des opérations, la vigueur du trafic international et l'élargissement continu du réseau, confirmant le positionnement stratégique de Tocumen comme nœud de connectivité aérienne pour la région.

Caraïbes

Cuba

La dépréciation du peso cubain s'accroît face aux principales devises, dans un contexte de tensions persistantes sur le marché des changes, tant officiel qu'informel. Le peso cubain continue de se replier face au dollar américain, à l'euro et au dollar canadien, y compris sur le marché formel depuis l'introduction, il y a un mois, d'un régime de change flottant par la Banque centrale de Cuba. Sur le marché officiel, le dollar américain est passé cette semaine de 419 à 426 CUP, soit une hausse de 7 pesos en deux jours et de 16 pesos depuis le 18 décembre. De son côté, l'euro s'est apprécié à 500 CUP, en progression d'environ 18 pesos depuis la mise en place du taux flottant, tandis que le dollar canadien atteint 308 CUP, en hausse de plus de 7 pesos sur la période. Les tensions apparaissent encore plus marquées sur le marché informel. Au 21 janvier, le dollar américain s'y échangeait autour de 490 CUP, l'euro à 535 CUP et le dollar canadien à 315 CUP, soit des niveaux nettement supérieurs à ceux observés en décembre. L'évolution comparée des deux marchés met en évidence une pression persistante sur la monnaie nationale et un creusement de l'écart entre les taux officiel et parallèle, suggérant que les ajustements récents du régime de change n'ont pas encore permis de rétablir l'équilibre sur le marché des devises.

Le soutien financier et matériel de la Chine à Cuba se renforce avec l'annonce d'une nouvelle aide d'urgence approuvée par le président Xi Jinping. Cette assistance comprend une enveloppe de 80 M USD, destinée principalement à l'acquisition d'équipements électriques et à la couverture de besoins jugés prioritaires, ainsi qu'un don de 60 000 tonnes de riz, dans un contexte de fortes contraintes économiques et énergétiques sur l'île. L'annonce a été faite par l'ambassadeur de Chine à La Havane, Hua Xin, à l'issue d'un échange avec le président cubain Miguel Díaz-Canel. Ce dernier a salué l'engagement des autorités chinoises et exprimé sa reconnaissance pour ce soutien, alors que l'économie cubaine demeure confrontée à des pénuries persistantes et à des déséquilibres macroéconomiques marqués. Cette nouvelle aide illustre l'état et la consolidation des relations bilatérales entre les deux pays.

Grenade

En 2025, la croissance économique de la Grenade devrait atteindre 4,4 % selon le Fonds monétaire international (FMI), portée par le dynamisme de l'investissement et de l'activité dans le secteur de la construction. L'inflation a poursuivi sa modération, sous l'effet du recul des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie. La situation budgétaire resterait relativement favorable, avec un déficit primaire estimé à 3,2 % du PIB en 2025. Le FMI souligne que l'efficacité des mécanismes de financement post-catastrophe, conjuguée à une gestion prudente des recettes issues du programme de Citoyenneté par investissement (CBI), a permis de préserver des marges de manœuvre budgétaires afin de soutenir les investissements liés aux priorités de développement. Le secteur financier demeure stable, l'impact des récents ouragans étant resté limité. À moyen terme, la croissance du PIB devrait toutefois ralentir progressivement pour atteindre 2,7 % à l'horizon 2029. Les principaux risques identifiés tiennent à la forte dépendance de l'économie grenadienne au tourisme et aux importations ainsi qu'à sa vulnérabilité structurelle aux catastrophes naturelles.

Jamaïque

En décembre 2025, l'inflation en Jamaïque aurait atteint 4,5 % g.a. selon l'Institut statistique de la Jamaïque (STATIN). La progression des prix aurait été principalement tirée par l'alimentation, dont l'inflation se serait établie à 7,1 % sur un an. Les coûts du logement et des services publics auraient augmenté de 3,5 %, tandis que l'inflation dans les secteurs de la restauration et de l'hébergement aurait atteint 3,9 %. Après plusieurs mois de modération relative, l'inflation aurait de nouveau accéléré en fin d'année 2025, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'électricité, reflétant les effets persistants de l'ouragan Melissa. Bien que l'inflation globale demeure dans la fourchette cible de la Banque de Jamaïque, les données de décembre suggèrent que les pressions sur les prix restent plus durables qu'anticipé, en particulier sur des postes essentiels tels que l'alimentation, l'électricité et le logement.

République Dominicaine

La République dominicaine a enregistré en 2025 un nouveau record d'exportations de marchandises, atteignant 14,6 Mds USD, soit une progression de +13,4 % g.a., un indicateur fort de la compétitivité croissante du pays sur les marchés. Les principaux marchés ayant contribué en valeur absolue à cette dynamique sont l'Inde (926,3 M USD, +135 %), le Canada (571,9 M USD, +308 %) et Haïti (303,4 M USD, +34 %). Malgré un contexte économique difficile, Haïti reste en effet un

partenaire régionale clé, avec des exportations en hausse de 33,7 %, totalisant 1,2 Md USD, un niveau inédit depuis 2022.

La République dominicaine a été désignée à la présidence de l'Assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) pour la période 2026-2027, marquant une étape institutionnelle majeure dans sa stratégie énergétique. Cette nomination intervient alors que le pays a triplé sa capacité installée en énergies renouvelables depuis 2020, permettant désormais de couvrir environ 25 % de la demande énergétique nationale. Cette trajectoire conforte le positionnement de la République dominicaine comme acteur régional de référence dans la promotion des énergies propres, soutenu par un cadre réglementaire modernisé et une attractivité accrue pour les investissements durables. La montée en puissance des capacités renouvelables s'inscrit dans une stratégie plus large visant à réduire la dépendance aux énergies fossiles importées et à renforcer la résilience énergétique. Dans l'exercice de cette présidence, le pays prévoit de lancer un forum régional de l'investissement, destiné à favoriser les échanges entre États membres, institutions financières et acteurs privés. Le pays entend également organiser un forum mondial de haut niveau sur la transition énergétique, mettant l'accent sur des solutions innovantes, notamment la valorisation énergétique de la sargasse (S2E), illustrant une approche intégrée entre transition énergétique et enjeux environnementaux.

Sainte-Lucie

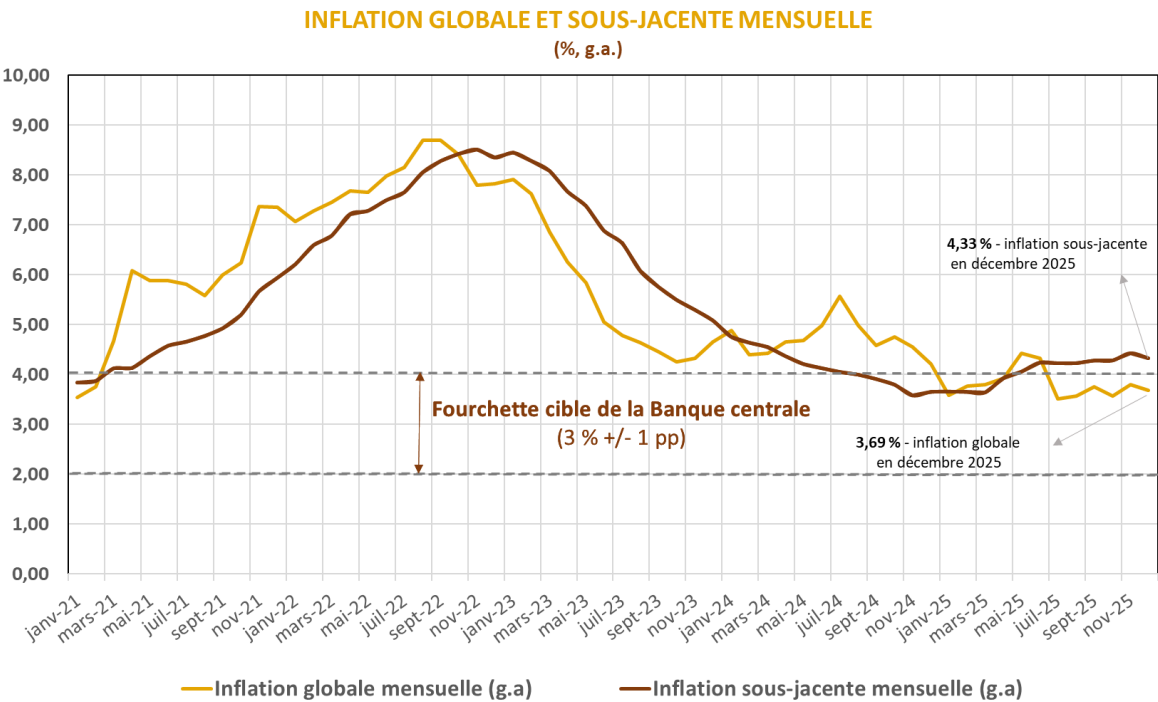
Dans son dernier rapport, le FMI recommande à Sainte Lucie de maintenir des excédents primaires « significatifs » pour ramener une dette située actuellement à 77 % du PIB sur une trajectoire compatible avec la cible régionale de 60 % du PIB d'ici 2035. Pour ce faire, l'institution recommande notamment un ajustement « pro croissance » reposant sur trois piliers : 1/ réforme fiscale (TVA, impôts directs, administration), 2/ contrôle plus strict des dépenses courantes (masse salariale, transferts) et 3/ adoption d'une règle budgétaire, afin de libérer de l'espace pour un niveau plus élevé d'investissements publics productifs tout en réduisant la dette et le coût de refinancement. Dans son discours du 11 janvier 2026, le Premier ministre de Sainte-Lucie, Philip J. Pierre, reprend ce cadrage en mettant en avant des projets considérés comme productifs (nouvel hôpital St-Jude, extension de l'hôpital Owen King EU, construction du nouveau terminal de l'aéroport international Hewanorra, modernisation de la Julian R. Hunte Highway, programmes de logements sociaux). Le gouvernement saint-lucien considère ainsi que ces projets « *créent des emplois aujourd'hui et libèrent la croissance de demain* », et donc des recettes fiscales futures permettant de soutenir des excédents primaires tout en maintenant la croissance.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

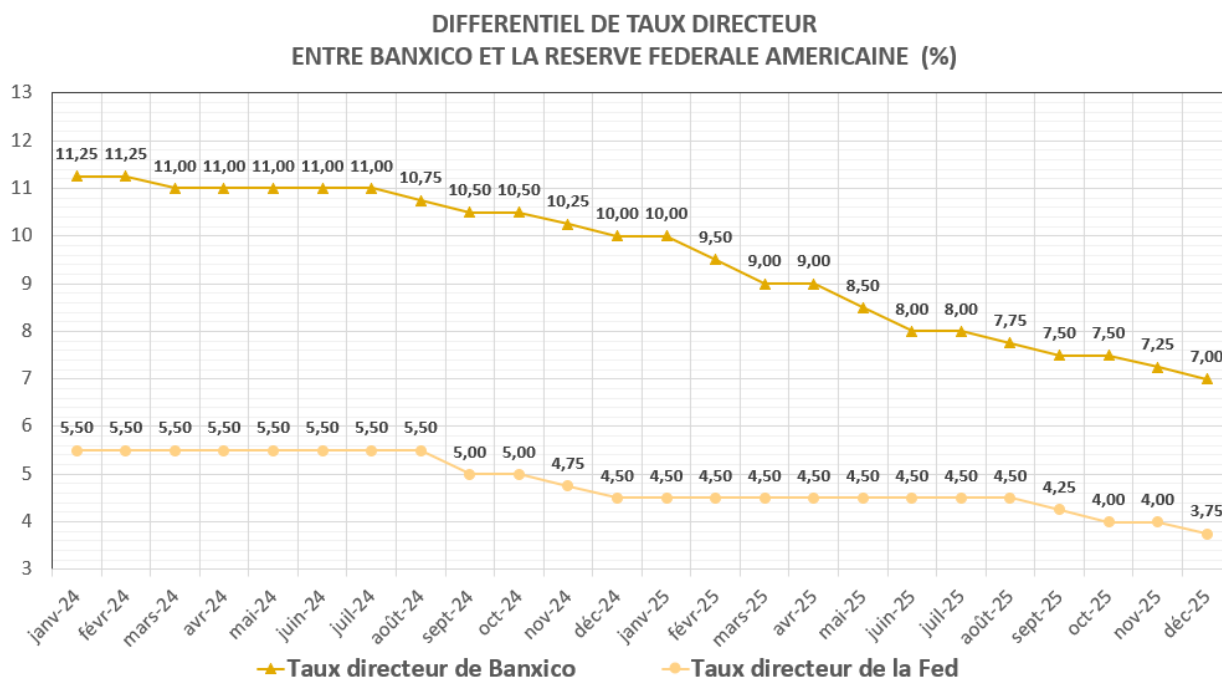
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

[Source](#) : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



[Source](#) : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

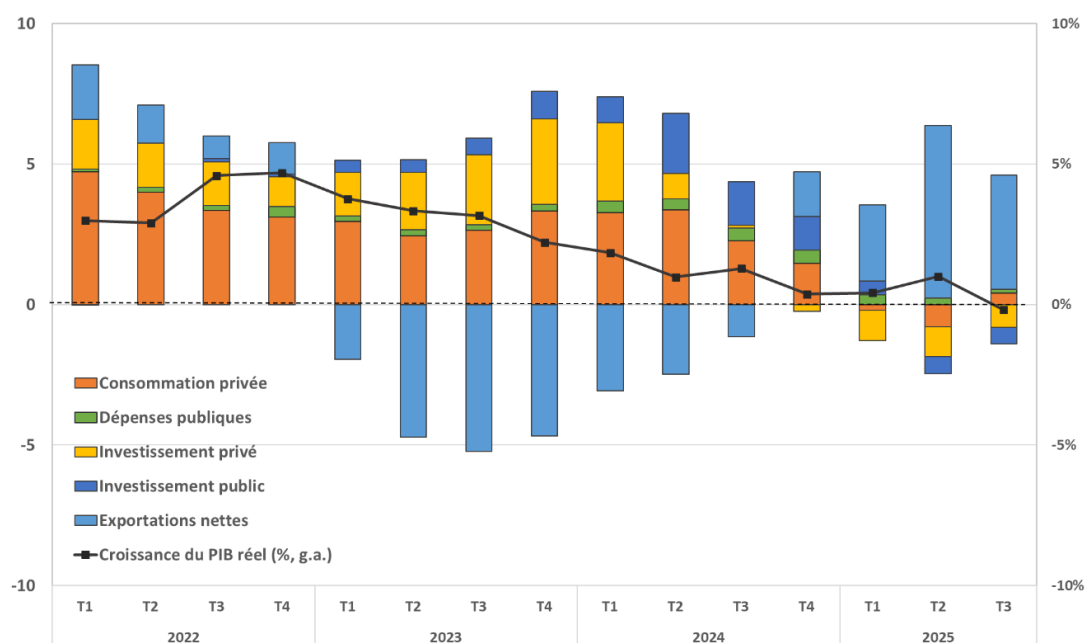
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

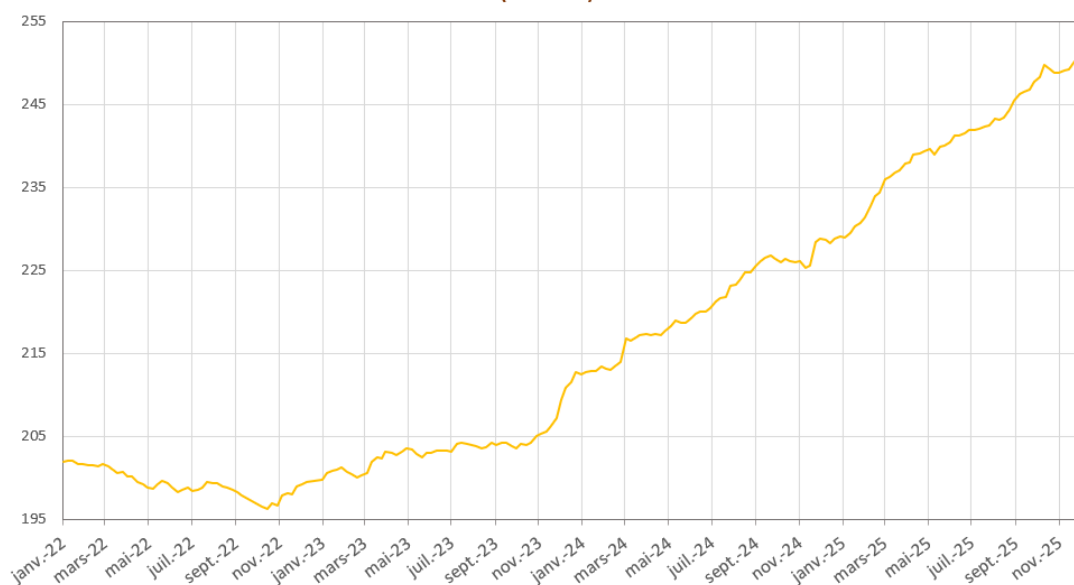
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr